



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

COMMUN A TOUS LES LOTS

MARCHE SENSIBLE

MARCHÉ PUBLIC PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTÉE

EN APPLICATION DES ARTICLES R.2123-1 ET SUIVANTS
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Maître de l'ouvrage/Acheteur :

État - Ministère des armées - Secrétariat Général pour l'Administration
Direction Centrale du Service Infrastructure de la Défense
Direction d'Infrastructure de la Défense de Saint-Denis

Conducteur d'opération/Représentant de l'acheteur :

DIRISI DE Saint-Denis –
Bureau projets clients
Chef du Bureau projets clients ou son représentant

Objet du marché :

Accord-cadre mono-attributaire exécuté au moyen de bons de commande pour l'exécution de travaux de remise en peinture des pylônes FH sur les sites de la Réunion (974) et Mayotte (976) du Ministère des Armées

Lot n°1 – La Réunion
Lot n°2 - Mayotte

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2.	DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3.	DÉLAIS D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE	4
1.4.	DURÉE DE VALIDITÉ DES BONS DE COMMANDE	4
1.5.	DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE EN LOTS	5
1.5.1.	<i>Allotissement de l'accord-cadre</i>	<i>5</i>
1.6.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SÉCURITÉ	5
1.6.1.	<i>Accès au site</i>	<i>5</i>
1.6.2.	<i>Le marché est un « contrat classé »</i>	<i>6</i>
1.6.2.1.	<i>Dispositions générales.....</i>	<i>6</i>
1.6.2.2.	<i>Obligations du titulaire.</i>	<i>6</i>
2.	CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE	7
2.1.	FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES	7
2.2.	FORME DE NOTIFICATION DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS	7
2.2.1.	<i>Maîtrise d'œuvre</i>	<i>7</i>
2.2.2.	<i>Communication du Maître d'œuvre au titulaire</i>	<i>7</i>
2.2.3.	<i>Définition et objet des ordres de services</i>	<i>7</i>
2.2.4.	<i>Expédition des ordres de service à l'entrepreneur.....</i>	<i>8</i>
2.2.5.	<i>Enregistrement et archivage des OS par le maître d'œuvre</i>	<i>8</i>
2.2.6.	<i>Communication du maître d'ouvrage au titulaire</i>	<i>8</i>
2.2.7.	<i>Communication du titulaire</i>	<i>8</i>
2.3.	AUTRES INTERVENANTS	9
2.3.1.	<i>Enregistrement Contrôle technique dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978</i>	<i>9</i>
2.3.2.	<i>Sécurité et protection de la santé</i>	<i>9</i>
2.3.3.	<i>Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux.....</i>	<i>9</i>
2.3.4.	<i>Système de sécurité incendie</i>	<i>9</i>
3.	PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE	9
3.1.	PIÈCES PARTICULIÈRES CONTRACTUELLES	9
3.2.	PIÈCES PARTICULIÈRES NON CONTRACTUELLES.....	9
3.3.	PIÈCES GÉNÉRALES CONTRACTUELLES.....	9
3.4.	PIÈCES GÉNÉRALES NON CONTRACTUELLES.....	10
3.5.	PIÈCES À DÉLIVRER AU TITULAIRE	10
4.	PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.	10
4.1.	RÉPARTITION DES PAIEMENTS	10
4.2.	CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - RÈGLEMENT DES PRESTATIONS.....	10
4.2.1.	<i>Contenu des prix de l'accord-cadre</i>	<i>10</i>
4.2.1.1.	<i>Par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les sujétions d'exécution suivantes sont réputées être prises en compte dans le prix :</i>	<i>10</i>
4.2.1.2.	<i>Les sujétions d'exécution suivantes sont réputées ne pas être prises en compte dans le prix :</i>	<i>11</i>
4.2.1.3.	<i>En cas de groupement conjoint</i>	<i>11</i>
4.2.2.	<i>Modalités de règlement des prestations de l'accord-cadre</i>	<i>11</i>
4.2.3.	<i>Règlement des prestations</i>	<i>11</i>
4.2.4.	<i>Demande de paiement</i>	<i>11</i>
4.2.5.	<i>Facturation « dématérialisée »</i>	<i>12</i>
4.2.6.	<i>Projets de décompte.....</i>	<i>12</i>
4.3.	VARIATION DANS LES PRIX.....	13
4.3.1.	<i>Type de variation des prix.....</i>	<i>13</i>
4.3.2.	<i>Mois d'établissement des prix du marché.....</i>	<i>13</i>
4.3.3.	<i>Choix de l'index de référence</i>	<i>13</i>
4.3.4.	<i>Modalités de révision des prix</i>	<i>13</i>
4.3.5.	<i>Application de la taxe sur la valeur ajoutée</i>	<i>13</i>
4.4.	PAIEMENT DES COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS.....	13
4.4.1.	<i>Le paiement direct en cas de groupement.....</i>	<i>14</i>
4.4.2.	<i>Désignation de sous-traitants en cours de marché.....</i>	<i>14</i>
4.4.3.	<i>Le paiement direct des sous-traitants</i>	<i>14</i>
4.4.4.	<i>Sous-traitance de second rang.....</i>	<i>14</i>
4.5.	DÉLAIS DE PAIEMENT DE CHAQUE COMMANDE	14
4.5.1.	<i>Délai global de paiement</i>	<i>15</i>
4.5.2.	<i>Intérêts moratoires.....</i>	<i>15</i>
4.5.3.	<i>Délai global de paiement des sous-traitants</i>	<i>15</i>
4.5.4.	<i>Point de départ du délai global de paiement.....</i>	<i>15</i>

4.5.5.	Suspension du délai global de paiement	15
4.6.	RETENUE DE GARANTIE	16
4.7.	AVANCE	16
5.	DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES.....	16
5.1.	DÉLAI (S) D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	16
5.1.1.	Date de départ du délai	16
5.1.2.	Prolongation du délai d'exécution	16
5.2.	INTEMPÉRIES	16
5.3.	PÉNALITÉS	17
6.	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	19
6.1.	PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	19
6.1.1.	Interdiction de l'amiante	20
6.2.	CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	20
6.2.1.	Caractéristiques et qualités	20
6.2.2.	Essais et épreuves	20
7.	IMPLANTATION DES OUVRAGES, PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX20	
7.1.	PIQUETAGE GÉNÉRAL ET SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRÉS	20
7.2.	PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	20
7.3.	TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS	20
7.4.	ORGANISATION, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES CHANTIERS	21
7.4.1.	Facilités accordées pour l'installation de chantier.....	21
7.4.2.	Installations à réaliser par le titulaire du marché.....	21
7.4.3.	Mesures d'hygiène et de sécurité	21
7.5.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2112-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	21
8.	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	23
8.1.	MESURES D'ORDRE SOCIAL	23
8.2.	APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	23
8.3.	HORAIRES DE TRAVAIL	23
9.	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	23
9.1.	MESURES DE PRÉVENTION	23
9.2.	MESURES DE PRÉVENTION	23
9.3.	ACCIDENT DU TRAVAIL	24
10.	CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	24
10.1.	ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES	24
10.2.	RÉCEPTION	24
11.	GARANTIES	24
11.1.	GARANTIES GÉNÉRALES	24
11.1.1.	Garantie de parfait achèvement	24
11.1.2.	Garantie de bon fonctionnement	24
11.1.3.	Garantie décennale	25
11.2.	GARANTIES PARTICULIÈRES	25
12.	OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS	25
12.1.	DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	25
12.2.	ASSURANCES	25
12.3.	APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	25
13.	RESILIATION – INTERRUPTION DE TRAVAUX.	26
13.1.	ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE ET INDEMNISATION DES FRAIS RÉELS.....	26
13.2.	RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE	26
14.	DIFFERENDS ET LITIGES.....	26
15.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	27

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

Préliminaire : le cahier des clauses administratives générales Travaux (C.C.A.G Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché. La liste des dérogations à ce document appliquées par le présent CCAP figure en dernière page.

Préambule : Le maître d'ouvrage est l'acheteur pour le compte duquel les travaux sont exécutés. L'acheteur est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire.

1.1. Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'exécution à prix unitaire des travaux de remise en peinture des pylônes FH sur les sites de la Réunion (974) et Mayotte (976).

Le présent accord-cadre s'inscrit dans une opération comportant :

- Les travaux qui sont répartis en lots et qui seront traités par marchés séparés à savoir :
 - Lot n°1 : La Réunion
 - Lot n°2 : Mayotte

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, il sera possible de recourir à la procédure de marchés négociés sans mise en concurrence pour la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.2. Durée de l'accord-cadre

La durée initiale de l'accord-cadre, c'est-à-dire sa durée de validité avant toute reconduction, est de douze (12) mois à compter de sa date d'effet.

L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par reconduction tacite sauf en cas de décision expresse de non reconduction prise par le représentant de l'acheteur notifiée au titulaire au plus tard deux (2) mois avant l'échéance de la période de validité en cours. La date anniversaire correspond à la date d'effet du marché tel que définie ci-après.

La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans

Sauf en cas de force majeure, les titulaires du présent marché ne pourront s'opposer à sa reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de reconduire tous les lots et il peut être procédé à la reconduction d'un ou plusieurs lots. En cas de non reconduction, les titulaires n'auront droit à aucune indemnité.

1.3. Délais d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution des prestations court à compter de la date indiquée dans le bon de commande considéré.

1.4. Durée de validité des bons de commande

La personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier des commandes avant le terme du marché dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de marché.

La durée d'exécution de ces bons de commande ne devra pas excéder 6 mois par rapport à la date de fin de l'accord-cadre.

1.5. Décomposition de l'accord-cadre en lots

1.5.1. Allotissement de l'accord-cadre

Les marchés sont répartis en lots, traités par marchés séparés. Ces lots sont définis de la façon suivante :

- Lot n° 1 : La Réunion
- Lot n° 2 : Mayotte

1.6. Obligation de confidentialité et de sécurité

1.6.1. Accès au site

Les travaux ayant lieu sur le domaine militaire, l'attention du titulaire est attirée sur les prescriptions de l'article 5 du C.C.A.G Travaux et notamment son article 5.3. L'entreprise est informée que l'ensemble du personnel participant au chantier fera l'objet d'une enquête administrative lors de la période de préparation. L'enquête administrative (contrôle primaire) est effectuée dans un délai moyen de deux mois. La délivrance des autorisations peut varier en fonction de la nationalité de la personne physique, en raison des formalités et complications que peut générer la coopération avec les autorités étrangères. Le représentant de l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable de l'allongement du délai d'instruction des demandes d'autorisation qui serait lié à la nationalité étrangère du personnel.

Le titulaire est informé que toute personne faisant l'objet d'une enquête administrative « avec réserve » se verra automatiquement refuser l'accès au site. Le titulaire s'engage dans cette hypothèse à remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

Les dispositions suivantes seront notamment appliquées :

Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire de chaque lot pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D 1221-24 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire de chaque lot devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Les ouvriers devront avoir en port apparent le badge de l'entreprise en application de l'obligation réglementaire imposant aux ouvriers de détenir et être en capacité de présenter leurs cartes d'identification professionnelle du BTP sur demande du maître d'œuvre ou du conducteur d'opération (cf. Décret n°2016-175 du 22/02/2016).

Contrôle des accès

Pour être admis à pénétrer et à circuler dans l'enceinte militaire, tous les personnels des entreprises devront être munis du laissez-passer qui leur sera fourni par la maîtrise d'œuvre. La demande pour tout laissez-passer devra être présentée à la maîtrise d'œuvre dans les délais qui seront notifiés lors de la période de préparation. Ce laissez-passer comporte une photographie et des renseignements issus de la carte d'identité ou du titre de séjour pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en connaître le motif.

Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le représentant de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.6.2. Le marché est un « contrat classé »

Le présent accord-cadre est un accord-cadre dit SENSIBLE.

En sus des dispositions suivantes, la mention spéciale France impose que le titulaire et ses sous-traitants ayant à connaître des informations et supports portant la mention Diffusion Restreinte soient des sociétés de droit français et que les personnels qui exécutent les prestations soient de nationalité française.

1.6.2.1. Dispositions générales

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG/Travaux, et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- L'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDN/PSE/SSD, relative à la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;
- Les articles 413-9 et 413-12 du code pénal.

1.6.2.2. Obligations du titulaire.

Le titulaire reconnaît :

- Qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale ;

Pour cela, le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle (annexe n°3) par laquelle lesdits personnels attestent :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;

Le titulaire s'engage :

- À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.
- À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'acheteur, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Les personnes devant participer aux prestations du présent marché devront préalablement avoir fait l'objet d'une enquête administrative conformément à l'article 5.3.2 de l'instruction générale interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site. Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserves d'avoir remplis les obligations citées dans le paragraphe précédent.

- À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.
- À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

2. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

2.1. Forme et notification des commandes

Chaque opération fera l'objet d'un bon de commande.

Le bon de commande est établi par le maître d'œuvre et précisera :

- l'intitulé et le lieu d'exécution de l'opération dans laquelle s'insère la commande,
- l'objet et la description sommaire des travaux,
- les ouvrages ou parties d'ouvrages donnant lieu à garanties particulières et l'étendue de celle-ci,
- le mode de règlement de la commande,
- les montants des travaux H.T. et T.T.C. en prix de base, des prestations sous-traitées, tels qu'ils ressortent du devis estimatif accepté ou rectifié,
- éventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement acceptés par la personne responsable du marché.

2.2. Forme de notification des documents et informations

2.2.1. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau projets clients de la DIRISI de Saint-Denis.

Les études d'exécution ainsi que les documents des ouvrages exécutés sont à la charge des entreprises.

2.2.2. Communication du Maître d'œuvre au titulaire

L'ordre de service (OS) est le mode de correspondance du maître d'œuvre (MOe) avec l'entreprise titulaire d'un marché public de travaux pendant toute la durée d'exécution du contrat.

Cette durée s'étend de la date de notification du marché jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

2.2.3. Définition et objet des ordres de services

Conformément à l'article 2 du CCAG travaux, l'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, l'ordre de service doit être écrit, signé, daté et numéroté par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.1, les ordres de services entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant et qui auront fait préalablement l'objet d'une validation du maître d'ouvrage, ne seront pas accompagnés d'une justification de cette validation. En conséquence, le titulaire ne pourra se prévaloir de cette absence de justification de validation du maître d'ouvrage pour fonder son refus d'exécuter les prestations objets de cet ordre de service.

2.2.4. Expédition des ordres de service à l'entrepreneur

L'OS est adressé à l'entrepreneur ou en cas de groupement au mandataire, sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple.

Une copie de chaque OS à destination de l'entrepreneur est adressée au représentant du maître d'ouvrage par le maître d'œuvre sous forme dématérialisée (courriel).

L'entrepreneur retourne immédiatement un exemplaire au maître d'œuvre après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu. Une copie est adressée au représentant du maître d'ouvrage sous forme dématérialisée (courriel).

Si l'ordre de service appelle des réserves de la part de l'entrepreneur, celui-ci doit, sous peine de forclusion, adresser par écrit avec l'ordre de service correspondant, l'objet de sa réserve au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage conformément à l'article 3.8.2 du C.C.A.G. Travaux.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, aucune observation du titulaire ne justifie la suspension du délai d'exécution d'un ordre de service à l'initiative de ce dernier.

Par dérogation à l'article 3.8.6 du CCAG Travaux, les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives reconnues comme telles par le maître d'ouvrage, qui ne sont pas du fait du titulaire et qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à rémunération complémentaire dans les conditions de l'article 8.4 du présent CCAP.

Dans le cas d'une notification au titulaire de décisions qui font courir un délai ou établissent un point de départ pour des pénalités, les ordres de service seront notifiés par la maîtrise d'œuvre soit sous forme dématérialisée (courriel), soit par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché, soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté et signé.

2.2.5. Enregistrement et archivage des OS par le maître d'œuvre

Durant la période d'exécution de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA), le maître d'œuvre conserve les ordres de service originaux et tient une liste de ces ordres à jour. Celle-ci doit pouvoir être communiquée à tout moment au maître de l'ouvrage sur sa demande.

2.2.6. Communication du maître d'ouvrage au titulaire

Conformément à l'article 3.1.1 du C.C.A.G. Travaux, les décisions pourront être notifiées au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse du titulaire mentionné dans les documents particuliers du marché, soit directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté et signé, soit par voie dématérialisée via la plateforme des achats de l'Etat.

2.2.7. Communication du titulaire

Toute communication du titulaire vers le maître d'œuvre devra être réalisée :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé,
- soit par voie dématérialisée. Les modalités en seront alors décidées d'un commun accord entre le maître d'œuvre et le titulaire.

Toutefois les communications du titulaire vers le Représentant du pouvoir adjudicateur devront être réalisées :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé.

2.3. Autres intervenants

2.3.1. Enregistrement Contrôle technique dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978

Sans objet.

2.3.2. Sécurité et protection de la santé

Sans objet.

2.3.3. Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux sont assurées par le mandataire ou le titulaire du marché de travaux.

2.3.4. Système de sécurité incendie

Sans objet.

3. PIECES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-après.

3.1. Pièces particulières contractuelles

- 1) l'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles,
- 2) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) y compris ses annexes ;
- 3) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- 4) Le bordereau de prix unitaires (B.P.U.)
- 5) Le SOGED remis par le titulaire avec son offre ;
- 6) Actes spéciaux de sous-traitance étant établi que le montant de ces actes spéciaux ne modifiera pas les documents de décomposition du prix global et forfaitaire et que les montants éventuellement sous-traités ne pourront être supérieurs aux prix correspondants mentionnés dans les documents de prix.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seul foi. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut

3.2. Pièces particulières non contractuelles

Sans objet.

3.3. Pièces générales contractuelles

Par dérogation à l'article 23.1 du CCAG Travaux, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 4-3-2 du présent CCAP sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française :

- 1) Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui le modifie
- 2) Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur lors de la notification du marché
- 3) Cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) dont la liste est consultable sur les sites suivants : www.cstb.fr et www.afnor.org.

3.4. Pièces générales non contractuelles

- 1) L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

3.5. Pièces à délivrer au titulaire

Conformément à l'article 4.2 du CCAG Travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

4. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.

4.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses annexes indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants éventuels,
- l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants éventuels.

4.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages - Règlement des prestations

4.2.1. Contenu des prix de l'accord-cadre

Conformément à l'article 9.1.1 du C.C.A.G Travaux, les prix de l'accord-cadre sont établis hors TVA.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application de prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

4.2.1.1. Par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les sujétions d'exécution suivantes sont réputées être prises en compte dans le prix :

- les dépenses liées aux mesures de sécurité particulière à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées,
 - tous les frais d'assurances permettant au titulaire de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage, du représentant de l'acheteur et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations, dont l'assurance de responsabilité décennale pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L243-1-1 du Code des assurances, y compris dans le cas où il apparaîtrait nécessaire a/aux entreprise(s) titulaire(s) de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale ;
 - les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement, notamment celles relatives à la lutte contre la propagation de la COVID-19, et aux contraintes sanitaires qui y sont liées ;
 - les dépenses liées à l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du bâtiment dans lequel les travaux sont exécutés,
 - les dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion environnementale du chantier ;
 - entre autres toutes les sujétions d'exécution des travaux résultant du tri des déchets et de leur valorisation, comme la location et les installations des contenants, la collecte et le transport.
- Le titulaire fait réaliser à ses frais tous les échantillonnages et analyses complémentaires nécessaires à l'acceptation des déchets dans les exutoires. Toutes réorientation des matériaux évacués s'effectue aux frais du titulaire. En cas de défaillance d'un centre de valorisation ou de traitement envisagé par le titulaire, celui-ci évacue les matériaux concernés dans un autre centre (filiale équivalente) sans pouvoir exiger une quelconque plus-value et après acceptation de la dite filiale par le maître d'ouvrage.
- le chargement, le transport, le déchargement, la manutention des ouvrages par tous moyens adaptés, les engins de levage nécessaires, les nacelles d'accès, l'aménagement d'une aire de stockage ;
 - les diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes et conservées durant les travaux.

4.2.1.2. Les sujétions d'exécution suivantes sont réputées ne pas être prises en compte dans le prix :

Sans objet.

4.2.1.3. En cas de groupement conjoint

Le montant du poste « frais de coordination » sera inclus dans l'offre du mandataire du groupement et sera réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux faisant l'objet des divers corps d'état, la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution de ces corps d'état.

Les prix de chaque corps d'état sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations, la marge du mandataire, du titulaire ou du cotraitant auquel le corps d'état est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix afférents au corps d'état assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.

4.2.2. Modalités de règlement des prestations de l'accord-cadre

Chaque bon de commande indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire ou mandataire (en cas de groupement) et à ses éventuels co-traitants et sous-traitants.

4.2.3. Règlement des prestations

Les prestations faisant l'objet d'une commande seront réglées par application de prix unitaires. Conformément aux dispositions de l'article 4.2 du présent CCAP, les prix seront ceux dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires du marché du lot concerné.

Il est précisé qu'une facture ne pourra correspondre qu'aux prestations d'une seule commande. En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes, il y aura ainsi autant de factures que de commandes.

4.2.4. Demande de paiement

Après exécution des prestations d'une commande, l'entrepreneur transmet la facture correspondante dans les conditions prévues au présent article.

Le représentant du maître d'oeuvre :

- soit certifie la facture et procède alors au paiement dans les conditions indiquées ci-après,
- soit la rectifie et la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités, les primes et les réfections imposées. Par dérogation à l'article 12.2 du C.C.A.G. Travaux, seules les factures rectifiées seront notifiées au titulaire.

Par dérogation à l'article 12 du C.C.A.G Travaux, le titulaire devra présenter ses demandes de paiement sous la forme de factures détaillées faisant ressortir obligatoirement :

- Le n° du marché
- Le n° du bon de commande (les factures ne pourront regrouper plusieurs commandes sous peine de rejet)
- Le n° d'EJ et le n° de service exécutant (D311165974)
- Les quantités, prix unitaires, montant HT et montant TTC avec mention du remboursement d'avance le cas échéant.

Conformément à l'article 12.1 et 12.2 du CCAG Travaux, le règlement des bons de commandes supérieurs à trois (3) mois se fera par demandes de paiement mensuelles.

Par dérogation aux articles 12.3 et 12.4 du C.C.A.G Travaux., le marché ne donnera pas lieu à demande de paiement finale et à établissement d'un décompte général.

Par dérogation à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, le montant de l'actualisation à régler à l'entreprise n'est pas établi par le titulaire mais est calculé par la personne publique dans le respect des conditions prévues à l'article 4-3 du présent document.

4.2.5. Facturation « dématérialisée »

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1er janvier 2020 pour toutes les entreprises.

Le service fait doit être réalisé avant le dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro.

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est nécessaire, au préalable, d'avoir créé son compte sur Chorus Pro.

Avant de pouvoir déposer sa facture, le titulaire doit disposer des 3 éléments suivants :

- **le code SE (N° SE : D311165974) ;**
- **le numéro SIRET ETAT (11000201100044) ;**
- **le numéro d'engagement juridique.**

4.2.6. Projets de décompte

Lorsqu'il y a lieu de produire des demandes de paiements mensuelles, le titulaire respecte la forme de projets de décompte dont les modèles seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier, ainsi que l'article 12.1.6 du CCAG Travaux le permet.

La dématérialisation des demandes de paiement destinées au secteur public est obligatoire pour l'ensemble des entreprises depuis le 1er janvier 2020. Chorus Pro est le seul outil reconnu par la réglementation pour la transmission des demandes de paiement dématérialisées.

Chorus pro est accessible à l'adresse suivante : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des projets de décompte. **Le titulaire pourra suivre via ce portail l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire dépose sur le portail à destination du maître d'œuvre, le projet de décompte établissant sa demande de paiement des travaux exécutés, arrêtée à la fin du mois précédent, par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG Travaux.

A la notification du marché, la Section Exécution de la Dépense (SED) transmettra une fiche d'identité du marché de travaux. Cette fiche est un support pour recenser les différents éléments du marché en amont de l'utilisation de Chorus Pro. Elle formalisera le processus de facturation entre les différents acteurs du marché : qui dépose quoi et quels sont les informations à saisir (SIRET, numéro d'engagement juridique, code service...).

Les projets de décompte des entreprises transmis par tout autre moyen que Chorus Pro seront réputés non parvenus dans les services de l'État.

Par dérogation à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, les projets de décomptes ne devront pas faire figurer le montant de la variation de prix à régler, qui est calculé et établi par la personne publique.

Les conditions de paiement pour les sous-traitants admis au paiement direct sont fixées à l'article 3-5.2 ci-après.

Pour obtenir de l'assistance dans l'utilisation de Chorus Pro, le titulaire a plusieurs possibilités :

- Utiliser l'assistance virtuelle « ClaudIA » disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « ? Aide ») ;
- Utiliser le LiveChat via l'assistante virtuelle « ClaudIA » (bouton « ? Aide » puis saisir « je veux parler à un conseiller ») ;
- Saisir une sollicitation :
 - o En mode connecté : saisir une sollicitation (via l'espace « sollicitations émises ») si le titulaire est identifié sur Chorus Pro ;
 - o En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de la page d'accueil du portail Chorus Pro ;
- Consulter la communauté Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour toutes questions relatives au paiement sur facture, écrire à l'adresse suivante :

did-saint-denis-la-reunion.resp-compta.fct@intradef.gouv.fr

4.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.3.1. Type de variation des prix

Les prix sont **révisables** suivant les modalités fixées au 3.3.2 à 3.3.5 du présent CCAP.

4.3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres indiqué en page de garde du règlement de la consultation.

Ce mois est appelé " mois zéro ".

En cas de négociation, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois où la négociation a été finalisée et au cours duquel l'entrepreneur a signé sa dernière proposition de prix. Ce mois est appelé " mois zéro ".

4.3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet des lots n°1 et n°2 du présent accord-cadre, est l'index désigné ci-après :

Index	Définition
BT46	Travaux de peinture

Index publié(s) au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index (et pour information au Moniteur des travaux publics et du bâtiment et consultables sur le site www.bdm.insee.gouv.fr).
Et par la CERBTP (www.btp-reunion.net) conformément à l'arrêté préfectoral n°2853 du 23 août 2019.

Les indemnités, pénalités, retenues et primes ne sont pas révisables.

4.3.4. Modalités de révision des prix

La révision du bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre sera effectuée à la date d'anniversaire de chaque année de reconduction, par application de la formule :

$$P = P_0 (0.15 + 0.25 \frac{I}{I_0})$$

dans laquelle :

- P = prix révisé ;
- P₀ = prix initial inscrit au marché (en prix de base) ;
- I₀ est la valeur de l'indice, valeur pour le mois zéro de l'article 3.3.2 ci-avant ;
- I est la dernière valeur de l'indice connue à la date de la révision.

4.3.5. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des prestations sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

4.4. Paiement des cotraitants et sous-traitants

4.4.1. Le paiement direct en cas de groupement

La remise de la demande de paiement au pouvoir adjudicateur par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

4.4.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclik.com/>)**. Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du **contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

4.4.3. Le paiement direct des sous-traitants

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande publique, le seuil prévu à l'article L. 2193-10 du Code de la commande publique à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 10% du montant total du marché.

Ce seuil s'applique en effet aux marchés de services, de travaux ou de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service, passés par les services de la Défense, notamment des marchés de réalisation de prototypes, de fabrication, d'assemblage, d'essais, de réparations ou de maintien en condition et de prestations intellectuelles.

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire fait parvenir au R.P.A. les pièces justificatives, établies par les sous-traitants, revêtues de son acceptation ou de son refus motivé, accompagnées d'une attestation indiquant les sommes à régler à chaque sous-traitant concerné. Ces sommes tiennent compte d'une éventuelle variation dans les prix et incluent la TVA.

Dans le cas où plusieurs sous-traitants seraient impliqués dans une même facture, le titulaire doit faire parvenir l'ensemble des pièces justificatives relatives à ses sous-traitants dans un même envoi.

Il est précisé que le montant total des mandatement effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum à sous-traiter.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande au R.P.A. par acte spécial modificatif.

L'acte spécial devra être adressé au maître d'œuvre pour visa via la plateforme SUBCLIC et signé par la personne visée à l'article 2.4.1 du présent CCAP.

4.4.4. Sous-traitance de second rang

Le sous-traitant de second rang doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par le R.P.A.

A cet effet, le sous-traitant de premier rang établira un acte spécial de sous-traitance, accompagné des attestations sur l'honneur usuelles. Ces documents seront ensuite transmis au titulaire du marché, lequel les transmettra à son tour au R.P.A., après avoir apposé sa signature sur l'acte spécial.

Le sous-traitant de premier rang devra fournir une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé.

L'article 14 de la loi de 1975 relative à la sous-traitance précise que le non-respect de cette condition rend la sous-traitance nulle.

4.5. Délais de paiement de chaque commande

4.5.1. Délai global de paiement

Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par la réglementation en vigueur applicable.

A titre indicatif, et sans présumer d'un changement de réglementation en vigueur applicable, le délai global des paiements interviendra dans un délai maximum de 30 jours.

4.5.2. Intérêts moratoires

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au titulaire des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L.2192-13 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués sont calculés sur le montant total de la commande ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses de révision.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €, due le 1er jour de retard, s'ajoute systématiquement aux intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la mise en paiement du principal inclus.

Pour les avances et prix des prestations, conformément aux dispositions de l'article premier du titre premier du décret n°2002-232 du 21 février 2002, **le point de départ du délai global de paiement est** :

- o **pour l'avance** : la date de notification des bons commandant des prestations d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'un délai supérieur à deux mois.
- o **pour les demandes de paiement mensuelles** : la plus tardive des deux dates suivantes :
 - la date de réalisation du fait technique ouvrant droit à paiement,
 - la date de réception par la personne publique de la demande de paiement.

4.5.3. Délai global de paiement des sous-traitants

Le délai global de paiement des sous-traitants payés directement est identique à celui prévu à l'article 4-5-1 du présent C.C.A.P. pour le paiement du titulaire.

Le délai global de paiement des sous-traitants court à partir de la réception de leurs demandes de paiement, telles que transmises par le titulaire.

Si le titulaire n'a donné aucune suite à une demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé au cotraitant ou au sous-traitant concerné dans les délais indiqués à l'article R.2193-12 du Code de la commande publique, ce cotraitant ou ce sous-traitant envoie directement sa demande de paiement au maître d'œuvre par lettre recommandée avec avis de réception postal ou la lui remet contre un récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet.

Le délai global de paiement de ce cotraitant ou de ce sous-traitant court à partir de la réception par le maître d'œuvre de sa demande de paiement.

4.5.4. Point de départ du délai global de paiement

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement du titulaire, ou la date d'achèvement des prestations faisant l'objet dudit paiement (constatation du service fait via l'application Chorus Formulaire) lorsque cette dernière date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement du titulaire.

4.5.5. Suspension du délai global de paiement

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, la personne responsable du marché peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus. Cependant le délai global de paiement de chaque commande ne peut être suspendu qu'une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au

paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de la commande est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne responsable du marché, un nouveau délai global de paiement est ouvert, il est égal :

- au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 20 jours ;
- à 20 jours si ce solde est inférieure ou égal à 20 jours.

4.6. Retenue de garantie

Sans objet.

4.7. Avance

L'option A de l'article 10.1 du C.C.A.G/ Travaux s'applique au présent marché.

Une avance est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique sont remplies.

Le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 30 % du montant initial du bon de commande.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la commande.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure à un décompte mensuel atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial des prestations du titulaire. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant des prestations du titulaire.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de cette avance.

Le paiement de l'avance pour le sous-traitant intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte spécial.

Toutefois, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de maintenir l'avance au taux de 5% dans le cas où la solidité financière du titulaire et/ou du sous-traitant ne serait pas garantie.

5. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

5.1. Délai (s) d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3 de l'acte d'engagement.

5.1.1. Date de départ du délai

A défaut de précision dans le bon de commande, en application de l'article 2.2 du C.C.A.G. Travaux, le délai court à compter du lendemain du jour de notification de l'ordre de service prescrivant l'exécution des travaux.

5.1.2. Prolongation du délai d'exécution

Conformément au CCAG Travaux, en cas d'intempéries prévisibles celles-ci sont précisées dans le bon de commande.

Conformément à l'article 18.2 CCAG Travaux, toute prolongation du délai d'exécution doit être approuvée par décision du signataire du bon de commande. Cette décision peut être notifiée par ordre de service.

5.2. Intempéries

Conformément au dernier alinéa de l'article 18.2.3 du C.C.A.G Travaux, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après sont réputés comme normalement prévisibles tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et les durées limites quand elles sont prévues ci-dessous, sous réserve que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et que ceux-ci soient au contact direct des intempéries :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite</i>	<i>Durée</i>
<i>Pluie</i>	100 mm par jour	<i>Pluie répétitive sur une période de 7 jours consécutifs avec une hauteur cumulée de précipitations supérieure ou égale à 100 mm durant cette période</i>
<i>Alerte cyclonique</i>	Couleur rouge	<i>1 jour et plus</i>
<i>Température sous abri</i>	Supérieure ou égale à +40°C	<i>5 jours consécutifs</i>
<i>Vent</i>	72km/h	/

Conformément à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, seules les intempéries entraînant un arrêt de travail sur les chantiers réellement constaté seront prises en compte pour une prolongation de délai.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météo la plus proche de de chaque site.

5.3. Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total n'excéderait pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G Travaux, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total du bon de commande.

<i>PENALITES POUR RETARD :</i>	
<i>Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G Travaux :</i>	
<i>Période</i>	<i>Montant en Euros HT</i>

Pendant l'exécution d'une commande	150 euros HT/jour
le titulaire de chaque lot subit une pénalité journalière	
PENALITES POUR NON REMISE DES DOCUMENTS	
Document	Montant en Euros HT
Pendant la période de préparation	
Retard dans la production des documents demandés à l'article 7-1 du C.C.A.P. qui doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard dix (10) jours avant le dernier jour de la période de préparation.	30 euros HT/jour et par document
Cette pénalité est applicable, sur simple constatation, à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document. A la réception du document concerné, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.	
Pendant l'exécution des travaux	
Retard dans la production de documents demandés pendant l'exécution des travaux (notamment par OS).	30 euros HT/jour et par document
Cette pénalité est applicable, sur simple constatation, à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document. A la réception du document concerné, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.	
Après l'exécution des travaux	
Par dérogation à l'article 19.3 du C.C.A.G TRAVAUX, pour pallier le retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, au plus tard lors de sa demande de réception des travaux, une retenue est opérée pour l'ensemble des documents et elle est opérée tant que la totalité des documents n'a pas été fournie.	Retenue de 300 euros HT Cette retenue fait l'objet d'une réserve particulière inscrite au procès-verbal des opérations préalables à la réception définitive et sur la décision de réception définitive.
En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40.1 du C.C.A.G Travaux.	Pénalité de 30 euros par jour de retard/ par document. Le montant de cette pénalité est plafonné au montant de la retenue provisoire.
A la réception du ou des documents concernés, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.	
La retenue provisoire sera levée dès remise de l'intégralité des documents dus indépendamment des pénalités qui pourraient être appliquées. La remise d'un document s'entend sous une forme achevée et acceptée par le maître de l'ouvrage ; la remise d'un document non abouti n'interrompt pas le décompte du délai.	
A cet effet, le titulaire est invité à transmettre pour avis à la personne publique toute version intermédiaire qu'il jugera utile, sans toutefois que le délai pris par la personne publique pour émettre un avis n'interrompe le décompte du délai.	
PENALITES DIVERSES	
Objet	Montant en € HT
Sous-traitance illégale	
Le titulaire du marché encourt une pénalité pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement . Ces pénalités font l'objet d'une décision du représentant de l'acheteur notifiée par ordre de service du maître d'œuvre. Le titulaire est tenu d'inclure dans le contrat sous-traité et dans l'acte spécial qu'il présente au représentant de l'acheteur une clause prévoyant « la résiliation du contrat sous-traité entre le sous-traitant et le titulaire et la résiliation de l'acte spécial » dans	1500 €

le cas où le sous-traitant fait pénétrer une autre entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement (« sous-traitance occulte »). Cette mesure est valable pour toute entreprise (sous-traitance indirecte). Le titulaire reste responsable de ses sous-traitants et des entreprises qu'ils font pénétrer sur le chantier.	
Lutte contre le travail dissimulé	
En cas de non-respect de l'obligation prévue à l'article 13.2 du CCAP ou lorsque le représentant de l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail pour répondre à l'injonction du représentant de l'acheteur.	10% du montant hors taxes du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
Port du badge de l'entreprise	
En cas de non-respect de l'obligation du port apparent du badge de l'entreprise, ou dans l'hypothèse d'une carte invalide, en application de l'obligation réglementaire imposant aux ouvriers de détenir et être en capacité de présenter leurs cartes d'identification professionnelle du BTP sur demande du maître d'œuvre (cf. Décret n°2016-175 du 22/02/2016).	50 € par ouvrier et par constat journalier.
Absence aux réunions de chantier	
Une réunion de chantier hebdomadaire a lieu sur convocation du maître d'œuvre. Le compte-rendu de chaque réunion de chantier est notifié au titulaire par ordre de service. Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises lorsqu'ils mentionnent les informations pour la réunion suivante. Les rendez-vous de chantier sont obligatoires pour le titulaire.	150 € / absence
Utilisation du télé-service TrackDéchet.	
En cas de manquement à l'obligation d'utiliser le télé-service Trackdéchet	100 euros HT par infraction constatée
Installations de chantier	
En cas de retard dans l'installation de chantier	30 € HT / jour
Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	
Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	150 € HT / jour
Levée des réserves	
En cas de retard constaté dans la levée des réserves émises à la réception	Pénalité de 100 euros par jour de retard/ par réserve non levée à la date fixée par décision de réception.
Dispositions environnementales	
En cas de non-respect des dispositions environnementales	500 € HT / non-respect

6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.1.1. Interdiction de l'amiante

En outre, en application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses cotraitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

6.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.2.1. Caractéristiques et qualités

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G TRAVAUX et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un organisme agréé à la charge de l'entrepreneur.

6.2.2. Essais et épreuves

Sans objet.

7. IMPLANTATION DES OUVRAGES, PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1. Piquetage général et spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

7.2. Période de préparation - programme d'exécution des travaux

La période de préparation éventuelle sera comprise dans le délai d'exécution notifié par le bon de commande.

7.3. Traçabilité des déchets

Conformément à l'article 1 du décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments, la transmission par voie dématérialisée des bordereaux de suivi de déchets dangereux s'impose depuis le 1 juillet 2022.

Dans le cadre de l'obligation réglementaire du producteur de déchet (Arrêté du 31 mai 2021), la DID-SDS impose dans le cadre du présent marché, d'utiliser le télé-service Track-Déchet pour l'ensemble des déchets (dangereux, non dangereux, inertes, terres excavées et sédiments) produits dans le cadre de l'opération.

La transmission des BSD doit être réalisée via la plateforme TrackDéchet, accessible à l'adresse suivante : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

Les bordereaux sont générés par l'entreprise titulaire.

Les entreprises amenées à traiter les déchets amiantés et les entreprises ayant le statut de courtier pourront générer les BSDA et BSD via le télé service en veillant à bien renseigner « DIRISI SAINT-DENIS – SIRET 130 004 302 00019 » comme producteur et en mentionnant qu'il s'agit d'un « non particulier ».

Les modalités d'organisation précises seront définies en période de préparation.

7.4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Seules les stipulations du C.C.A.G Travaux sont applicables.

7.4.1. Facilités accordées pour l'installation de chantier

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités données par le maître de l'ouvrage conformément aux stipulations de l'article 4.3 du Cahier des Clauses Techniques Particulières – CCTP.

7.4.2. Installations à réaliser par le titulaire du marché

Les installations de chantier seront réalisées conformément à l'article 4.4 du Cahier des Clauses Techniques Particulières – CCTP.

7.4.3. Mesures d'hygiène et de sécurité

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité, sont à prendre par le titulaire.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'instruction relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectués dans un organisme de la Défense par une ou plusieurs entreprises (arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense), et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités auxquelles il doit se soumettre, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur du Bureau de prévention de la DIRISI :

M. Pierre BINDER

☎ : 02 62 93 52 31

@ : pierre.bidinger@intradef.gouv.fr

Il s'engage à lui faire connaître les informations prévues aux paragraphes 1.5 et 3.5 de cette instruction. Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

7.5. Exécution des prestations en application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique

I – Clauses environnementales

Clause livrables :

Tous les documents mis à disposition du représentant de l'acheteur seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).

Schéma d'organisation et de gestion des déchets SOGED :

Chaque entreprise mettra en place un Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED) et le soumettra au Maître d'œuvre pour validation.

Conformément à la réglementation en vigueur les déchets seront triés par catégories. Le tri sur chantier sera privilégié. Les déchets seront dans la mesure de l'existence des filières, valorisés par le réemploi ou le recyclage, seul le déchet ultime au sens de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 pourra être mis en centre de stockage agréé.

Il est rappelé que depuis le 1er juillet 2002, les entreprises sont dans l'obligation soit de valoriser ces déchets, soit, si ces déchets sont considérés comme ultimes, de les acheminer vers des centres de stockages appropriés.

Aucune incinération ou destruction par le feu n'est autorisée sur le site.

Chaque entreprise sera chargée de l'organisation liée à la gestion du traitement des déchets et devra donc adjoindre à sa proposition, une procédure d'élimination des déchets dans les filières adéquates. La personne désignée (nominativement) par l'entreprise pour être responsable du suivi qualité devra être présentée au Maître d'œuvre pour être agréée.

Chaque entreprise devra, dès le début des travaux, recenser les produits nocifs (colles, peintures, huiles, etc.).

Des systèmes de collecte et de rétention étanches de ces produits polluants et dangereux devront être prévus sur le chantier en vue de leur élimination.

Chaque entreprise mettra en place une organisation permettant de trier les déchets par groupes : les inertes (gravats, béton sans ferrailles, métaux...), les cartons, les emballages plastiques, le bois, les chutes de câble, les ferrailles, le tout-venant, ...

Cette répartition des déchets triés pourra être adaptée aux filières d'élimination existant localement.

Chaque entreprise privilégiera une filière polyvalente (récupération de plusieurs types de déchets).

Les différentes bennes de collecte seront, dans la mesure du possible, regroupées géographiquement à proximité des lieux de travail. Chaque entreprise installera à proximité de chaque benne de collecte, un panneau précisant (sous la forme de pictogrammes éventuellement) les déchets acceptés dans la benne. Les consignes de tri doivent être simples afin que tout intervenant sur le chantier les comprenne et les applique.

Chaque entreprise indiquera dès le début du chantier, la destination prévue des déchets. D'autre part, chaque entreprise établira des bordereaux numérotés de suivi des déchets de chantier précisant :

- L'identification du producteur,
- L'identification du transporteur,
- L'identification de l'éliminateur et le type d'installation (centre de tri, centre de stockage, incinération, valorisation...).

L'efficacité de la démarche de gestion des déchets nécessite obligatoirement une sensibilisation constante du personnel par le responsable du suivi qualité.

Chaque entreprise pourra pousser son implication dans le développement durable en implantant un composteur pour les matières organiques des intervenants (ex : issus déchets de repas).

Tous les gravats, les terres provenant des fouilles, les divers déchets seront chargés et évacués selon les possibilités locales, à une décharge agréée publique ou privée, et conformément aux prescriptions notées ci-dessus.

Il est rappelé que toute décharge sauvage est interdite.

Un exemplaire du SOGED est à rendre sous format papier et un reproductible sous format informatique, pouvant être exploité sous OFFICE™ (.doc, .xls) et ACROBAT READER™ (.pdf) pour les textes et les images et sous AUTOCAD™ (.dwg) pour les plans.

Le SOGED devra être remis au Maître d'œuvre avant la fin de la période de préparation des travaux.

Clause de réemploi

Les barrières et clôtures de chantier, ou leurs composantes, seront autant que faire se peut issues du réemploi. Les matériaux inutilisés de précédents chantiers, à l'état neuf et en accord avec les prescriptions techniques énoncées au CCTP bénéficieront au présent marché.

Les emballages des matériels de construction seront issus d'un processus écoresponsable.

II – La charte Relations Fournisseurs Responsables (RFR)

Le ministère des armées a obtenu le label «relations fournisseurs et achats responsables», (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label «relations fournisseurs et achats responsables» (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> .

8. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

8.1. Mesures d'ordre social

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier ne pourra excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au jour de l'exécution du marché.

8.2. Application de la réglementation du travail

En application des articles D8222-5, D8222-7 et D8222-8 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans les conditions fixées par ces articles.

En application de l'article D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au R.P.A. une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

8.3. Horaires de travail

L'entreprise se conformera aux horaires de travail et aux modalités d'accès de chaque site concerné par le marché. Ces horaires sont précisés à l'article 4.8 du C.C.T.P.

Lorsqu'une entreprise veut appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, l'entreprise devra en informer immédiatement l'officier de permanence du site concerné.

9. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

9.1. Mesures de prévention

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'instruction relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectués dans un organisme de la Défense par une ou plusieurs entreprises (arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense), et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités auxquelles il doit se soumettre, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Il s'engage à lui faire connaître les informations prévues aux paragraphes 1.5 et 3.5 de cette instruction. Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

9.2. Mesures de prévention

L'inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Adresse :

*Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection du travail dans les armées*

9.3. Accident du travail

L'entrepreneur s'engage à saisir immédiatement le représentant du maître d'œuvre de tout accident survenant à l'un des salariés employés sur son chantier.

10. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

10.1. Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages sont détaillés à l'article 4.13 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Dans le cas où les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, l'entrepreneur, conformément aux articles 41.4 et 41.6 du C.C.A.G TRAVAUX, doit remédier aux imperfections constatées ou faire la preuve que la non obtention du résultat est imputable à une cause indépendante de son installation.

10.2. Réception

Par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux, la réception sera constatée par le représentant du maître d'œuvre.

La constatation du service fait vaut réception des prestations sans réserve. La date de constatation du service fait d'un bon de commande correspond à la date de réception des prestations dudit bon de commande (service fait dématérialisé Chorus).

La réception constitue le point de départ :

- du délai de garantie tel qu'il est défini à l'article 12 ci-après,
- des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil.

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de :

- la vérification de la bonne réalisation des travaux ;
- la fourniture des documents et matériels exigés au CCTP ;
- l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP :

11. GARANTIES

11.1. Garanties générales

Les garanties ci-après sont applicables au présent marché.

11.1.1. Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, sont couverts par la garantie, les désordres apparents lors de la réception pour lesquels des réserves ont été émises, ainsi que les désordres qui apparaissent lors du délai de garantie. Le délai est d'un (1) an à compter de la réception de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 du CCAG travaux, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG travaux, et sous réserves que ces travaux et prestations aient bien été signalés à l'entreprise durant le délai d'un an, à compter de la date d'effet de la réception, ce délai est tacitement prolongé jusqu'à la constatation, par le maître d'œuvre, de l'exécution complète de ces travaux et prestations et uniquement pour ceux-ci, que cette garantie soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

11.1.2. Garantie de bon fonctionnement

Conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du Code civil, la garantie de bon fonctionnement couvre les équipements dissociables de la construction. Le délai de garantie est de deux (2) ans à compter de la réception.

11.1.3. Garantie décennale

Conformément aux principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, la garantie décennale couvre tout désordre affectant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination. Le délai de garantie est de dix (10) ans à compter de la réception.

11.2. Garanties particulières

Sans objet.

12. OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS

12.1. Documents fournis après exécution

Les documents à fournir après exécution seront présentés selon les modalités définies au C.C.T.P. Les délais de remise de ces documents sont indiqués à l'article 5-2-2 c) ci-avant.

12.2. Assurances

Par dérogation à l'article 8.1.1 du CCAG Travaux, le titulaire s'engage à contracter une assurance dont le niveau des garanties est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement des travaux, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance garantissant la responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ; au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie conformément à l'article 8.1.3 du C.C.A.G Travaux.

- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil, dans les conditions mentionnées aux articles A.243-1 et suivants du Code des assurances.

A défaut, le titulaire peut fournir une attestation d'assurance personnalisée dans laquelle l'assureur certifie que son client est bien assuré pour tous travaux, objet du marché ou du corps d'état notifié.

12.3. Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le titulaire du marché produit tous les six mois les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7, ou D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, et ce jusqu'à la date de fin de travaux du marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.e attestations.com>

A défaut, le marché pourra faire l'objet des pénalités prévues à l'article 4.3 et être résilié aux torts du titulaire.

La date de début du délai de six mois est la date de remise des offres figurant en page de garde du règlement de la consultation.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG Travaux, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et les conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, font l'objet d'une modification unilatérale par le maître d'ouvrage dès lors que cette évolution fait peser sur le titulaire une charge reconnue par les textes comme due par le maître d'ouvrage partiellement ou totalement.

13. RESILIATION – INTERRUPTION DE TRAVAUX.

13.1. Annulation d'un bon de commande et indemnisation des frais réels

En cas d'annulation du fait l'administration des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande, celle-ci reste redevable des frais réels engagés par le prestataire spécifiquement pour l'exécution des prestations annulées sous réserves de transmission des justificatifs correspondants dans le cadre d'un mémoire en réclamation dans les conditions de l'article 55 du CCAG Travaux, relatif aux différends entre les parties. Cette indemnisation ne pourra pas conduire à l'enrichissement sans cause du titulaire.

Si l'annulation du bon de commande fait suite à une faute du titulaire, ce dernier ne peut prétendre à aucune indemnisation.

L'annulation du bon de commande doit être adressée au titulaire par décision du signataire du bon de commande selon les modalités de l'article 2.1 du présent CCAP.

13.2. Résiliation de l'accord-cadre

La résiliation éventuelle du contrat aura lieu selon les stipulations des articles 50 à 52 du C.C.A.G travaux et dans le respect des dispositions de l'article 53 du CCAG Travaux. ;

Le décompte de liquidation, établi en application de l'article 51.2 du CCAG travaux, sera signé de manière électronique.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, il sera versé au titulaire une indemnité de 4% du montant restant dû au marché, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

14. DIFFERENDS ET LITIGES

A/ Règlement des litiges : Médiation

A défaut de résolution du litige ou différend de façon amiable conformément à l'article 12.B/ ci-après, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME –

Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr .

Hors cette médiation interne au ministère des Armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

B/ Règlement amiable et contentieux des différents et litiges

Le règlement des différents et litiges s'opère en application de l'article 55 du CCAG Travaux.

Conformément à l'article 55.1.1 alinéa 1 du CCAG Travaux, le mémoire en réclamation est notifié au maître d'ouvrage (et adressé en copie au maître d'œuvre) à l'adresse suivante :

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché la contestation est portée devant le **Tribunal Administratif de Saint-Denis – 27 rue Félix Guyon – CS 61107 – 97404 SAINT-DENIS Cedex.**

15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations au cahier des clauses administratives générales Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 sont explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P :

- 2.2.3 déroge à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux,
- 2.2.4 déroge aux articles 3.8.2 et 3.8.6 du CCAG Travaux,
- 3 déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux,
- 3.3 déroge à l'article 23.1 du CCAG Travaux,
- 4.2.1.1 déroge à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux,
- 4.2.4 déroge aux articles 12, 12.2, 12.3, 12.4 et 12.1.7 du CCAG Travaux,
- 4.2.6 déroge aux articles 12.1.1 et 12.1.7 du CCAG Travaux,
- 5.3 déroge aux articles 19.2.1, 19.2.4, 19.2.3 et 19.3 du CCAG Travaux,
- 10.2 déroge aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux,
- 11.1.1 déroge à l'article 44.2 du CCAG Travaux,
- 12.2 déroge à l'article 8.1.1 du CCAG Travaux,
- 12.3 déroge à l'article 6.2 du CCAG Travaux,
- 13.2 déroge à l'article 50.4 du CCAG Travaux,

ANNEXES

- Annexe 1 : Demande de contrôle primaire ;
- Annexe 2 : Fiche de renseignements ;
- Annexe 3 : Déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible ;
- Annexe 4 : Procédure CP
- Annexe 5 : Guide de démarrage SUBCLIC – déclarer un sous-traitant